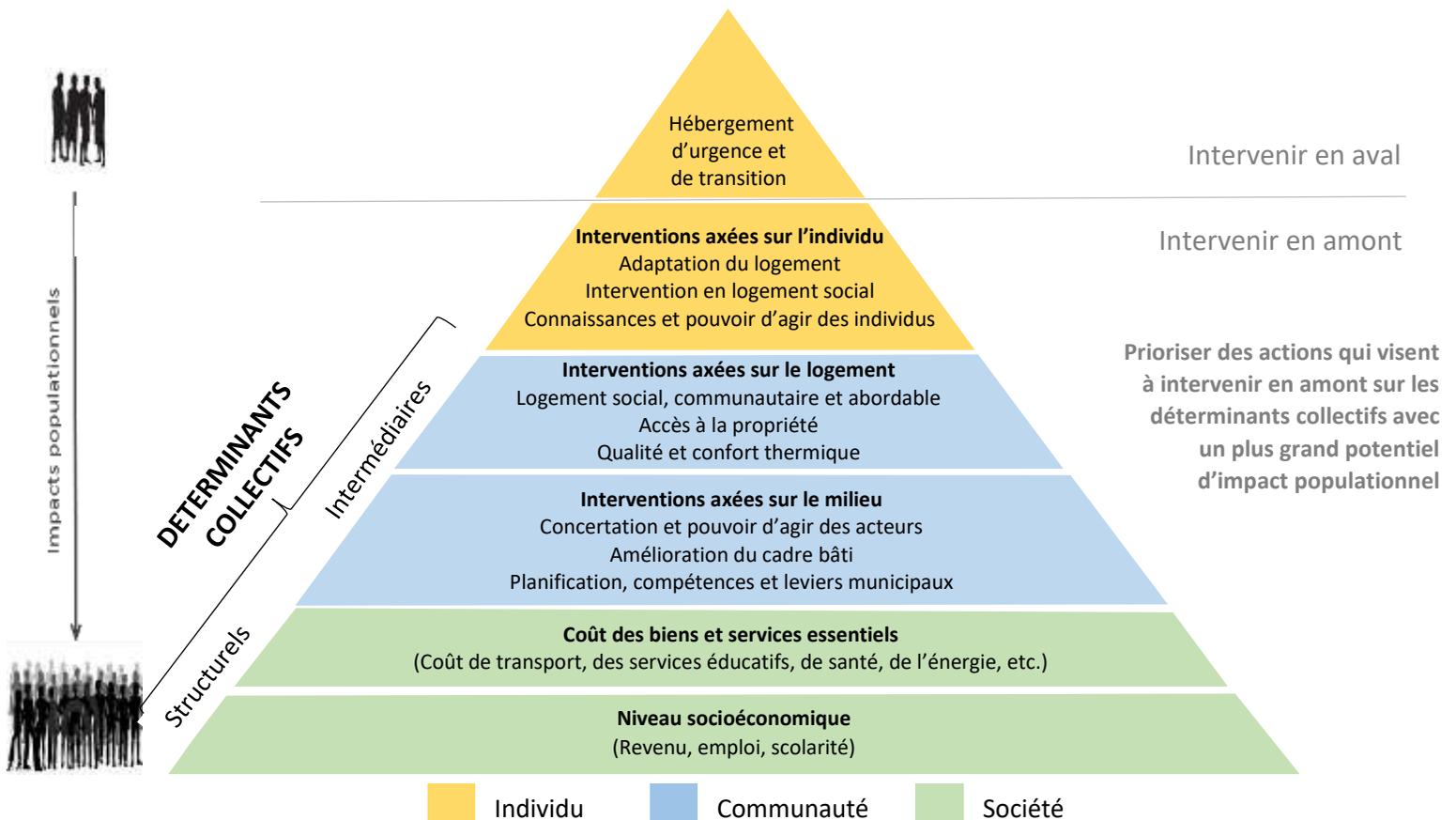


INTERVENTIONS SUR LE LOGEMENT ABORDABLE ET DE QUALITÉ SELON LA PYRAMIDE D'IMPACT POPULATIONNEL ET LES OBJECTIFS VISÉS

PYRAMIDE D'IMPACT POPULATIONNEL



CONTEXTE D'INTERVENTION ET OBJECTIFS VISÉS



Cadre de gouvernance

Concertation et approche intersectorielle territoriale (processus décisionnel, planification des interventions, ressources disponibles, etc.)

Quartier

Densité, mixité sociale et d'usages, convivialité, services de proximité, verdissement, services de mobilité, infrastructures sécuritaires, sentiment de sécurité, environnement sain

Abordabilité

Logement social, communautaire et abordable (développement, conservation, financement, etc.)

Qualité

Insalubrité, rénovation et entretien des habitations, adaptation (accessibilité universelle)

Les interventions sont classées selon qu'elles agissent sur le **cadre de gestion et de gouvernance du logement**, la **qualité du logement** (dimension physique, salubrité), son **abordabilité**, et son **environnement immédiat**.

Elles sont aussi classées selon les grandes sections de la pyramide d'impact populationnel :
Sous les titres de sections

INTERVENTIONS SUR LE LOGEMENT ABORDABLE ET DE QUALITÉ SELON LA PYRAMIDE D'IMPACT POPULATIONNEL ET LES OBJECTIFS VISÉS

INTERVENTIONS AXÉES SUR LE LOGEMENT

1. **Initiatives collectives visant le développement de logement social, communautaire et abordable**
Ex. : clarification des besoins des groupes ciblés, sensibilisation, mobilisation et formation des acteurs concernés, analyse des opportunités du milieu (terrain, financement, etc.), conceptualisation collective du projet, exploration de modèles innovants (cohabitat, coopérative à capitalisation, habitation communautaire pour personnes âgées avec services, etc.), mise sur pied d'une fiducie foncière communautaire (fiducie d'utilité sociale), d'une corporation acheteuse à but non lucratif, développement de logements privés subventionnés (PSL privé), etc.
2. **Assurer le financement des projets de logement social et communautaire** Ex. : optimiser l'utilisation des programmes gouvernementaux (aide à la pierre et aide à la personne), Fonds d'acquisition québécois (FAQ) pour financer l'achat de terrain avant la réservation des unités AccèsLogis, contributions du milieu (municipalité, partenaire (privé, communautaire), socio-financement, etc.), Fonds du logement social de la CMM, création d'un fonds municipal/régional de développement du LSC et/ou d'un fonds de contribution à l'inclusion de logement social (cotisations des promoteurs privés), états financiers consolidés du logement social et utilisation de l'avoir propre comme levier financier, exploration de nouvelles formes de financement
3. **Mesures visant la conservation du parc de logement social, communautaire, abordable** Ex. : mesures de contrôle de la conversion de logements locatifs en copropriétés ou en commerces, encadrement des activités d'Airbnb, etc.
4. **Actions visant à favoriser l'acceptabilité sociale du logement social et communautaire** Ex. : assemblées et consultations publiques, communications aux citoyens, etc.
5. **Mesures visant à améliorer l'accès à la propriété** : Programmes financiers (régime d'accession à la propriété, remboursement des droits de mutation, Accès Condos, Habitations urbaines pour familles), modèles novateurs en habitation (Vivacité, Habitat pour l'humanité, Vivacité, coopérative à capitalisation), etc.
6. **Mesures visant à améliorer la qualité du bâtiment et de l'air intérieur** Ex. : optimiser l'utilisation, par les propriétaires privés, des programmes gouvernementaux et municipaux de soutien à l'entretien et à la rénovation résidentielle, améliorer l'abordabilité des services de rénovations visant la qualité et la salubrité de l'air et du bâtiment (humidité, moisissures, stabilisation des fondations), réduction de l'exposition aux nuisances intérieures (bruit, odeur), prévention des traumatismes non intentionnels en milieu résidentiel (chutes, intoxication au monoxyde de carbone, noyades, etc.), réduction de l'exposition aux contaminants physiques, chimiques, biologiques (soutien aux procédures d'extermination, etc.)
7. **Mesures visant l'entretien du parc de logements sociaux** Ex. : effectuer un bilan de santé des immeubles (BSI) offrant du logement social (HLM, coop, OBNL), effectuer des projets de rénovations des logements si requis (projet RAM de la SHQ et Fonds d'aide à la rénovation de l'habitation communautaire (FTQ))
8. **Confort thermique et efficacité énergétique** Ex. : programmes visant à réduire l'effort financier consacré aux dépenses énergétiques et à améliorer le confort thermique des logements (Éconologis, Novoclimat, Rénoclimat), etc.
9. **Développement de logements locatifs permanents adaptés et offrant les soins et services quotidiens** nécessaires au maintien à domicile de certains groupes de population (ex. : personnes handicapées, avec troubles de santé mentale, à mobilité réduite, etc.) (par ex. : projets AccèsLogis volet 3 (coop ou OBNL), projets privés)
10. **Mesures visant à faciliter et soutenir le développement du logement intergénérationnel** Ex. : développement d'une structure de jumelage pour favoriser le logement partagé intergénérationnel (par ex. : personnes âgées / étudiants), assouplissement des règles urbanistiques pour le développement d'habitations intergénérationnelles et d'unités d'habitation accessoires (UHA)
11. **Mise sur pied d'un organisme communautaire d'intervention en logement** Ex. : comité logement (défense des droits des locataires, développement de plaidoyer et d'argumentaire, sensibilisation et mobilisation de partenaires du milieu, etc.)

INTERVENTIONS AXÉES SUR LE MILIEU

12. **Concertation et pouvoir d'agir des acteurs** Ex. : concertation en matière de logement et d'habitat (concertation en matière d'itinérance, de développement de logements sociaux, communautaires, abordables, pour l'accès universel au logement, commission municipale de l'habitation, etc.), préoccupations logement au sein des concertations de milieu (Table de vie de quartier, comité de citoyens, comité de partenaires de la revitalisation d'un quartier), rassemblements logement (partage d'information et développement de vision commune), etc.
13. **Plaidoyer, argumentaire d'influence sur les politiques publiques locales et gouvernementales en matière de logement** Ex. : portrait de situation, mémoire, stratégie de communication et de marketing social, recherche et documentation du problème, communication de pratiques reconnues efficaces, etc.
14. **Doter le milieu d'outils collectifs de planification et de développement du logement social, communautaire, abordable** : Portrait des besoins et de l'offre de logement, monitoring des besoins des populations vulnérables actuels et prévisionnels, tableau de bord du logement, plan d'actions concerté en matière de logement, etc.

INTERVENTIONS SUR LE LOGEMENT ABORDABLE ET DE QUALITÉ SELON LA PYRAMIDE D'IMPACT POPULATIONNEL ET LES OBJECTIFS VISÉS

15. **Interventions municipales directes en matière d'abordabilité** Ex. : inventaire des terrains et des bâtiments propices au développement de logements sociaux, communautaires et abordables, acquisition et don de terrains ou vente à prix réduit, création d'une réserve foncière, viabilisation des terrains (travaux d'infrastructures, décontamination des sols), règlement d'inclusion de logements sociaux et abordables dans la construction de projets d'habitations, soutien financier direct à des promoteurs immobiliers communautaires (crédit de taxes foncières, subvention directe, contribution aux coûts d'exploitation des programmes HLM et PSL, création d'un fonds de développement du logement social), soutien aux OMH, déclaration de compétences de la MRC en matière de logement social et création d'un Office régional d'habitation, etc.
16. **Interventions municipales directes en matière de qualité** Ex. : réviser et mettre à jour la réglementation municipale sur la salubrité et l'entretien des bâtiments, logements ou habitations, renforcer les capacités d'intervention des municipalités en matière de salubrité des logements (inspection, sanction, mise aux normes, éviction, démolition, formation, mutualisation des ressources entre municipalités pour financer une ressource humaine dédiée à l'inspection, etc.),
17. **Mesures visant à favoriser la collaboration intersectorielle en matière de salubrité** Ex. : délimitation des rôles, responsabilités et mandats des intervenants concernés (secteurs municipal, de la santé, de l'habitation, milieux communautaire et de l'économie sociale, organismes intervenant auprès des animaux, etc.), trajectoire et protocole d'intervention intersectoriels en matière d'insalubrité, développement d'outils pratiques d'inspection, etc.
18. **Mesures visant à améliorer le cadre bâti et la qualité des milieux de vie** Ex. : mesures de revitalisation (revitalisation des quartiers anciens, revitalisation urbaine intégrée, revitalisation des noyaux villageois), embellissement des propriétés et des quartiers, mesures de réduction des îlots de chaleur et création d'îlots de fraîcheur, réduction de l'exposition à certains facteurs de risques environnementaux (bruit, contaminants, risques anthropiques, etc.), environnement favorable à la pratique sécuritaire de l'activité physique et aux déplacements actifs, environnement favorable à une saine alimentation, aménagement des espaces publics de façon à maximiser la sécurité personnelle des usagers, etc.
19. **Aménagement et politiques publiques favorables au logement abordable et de qualité** Ex. : portrait des besoins et de l'offre de logement, densification résidentielle, mixité sociale et des usages, préservation et développement du parc locatif privé abordable, promotion et inclusion d'habitations accessibles universellement (visitables, adaptables), concepts et pratiques d'aménagement (quartier durable, éco-quartier, *Transit oriented development*...), préservation du patrimoine résidentiel, politique municipale en matière de logement et d'habitation, inclusion transversale des préoccupations en matière de logement abordable et de qualité dans les politiques municipales (MADA, famille, développement social, etc.), inclusion transversale des préoccupations liées au logement abordable et de qualité dans les divers outils de planification urbanistiques municipaux et régionaux (schéma d'aménagement et de développement, plan d'urbanisme (PU), programme particulier d'urbanisme (PPU), plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA, etc.), lois, règlements, codes et normes en matière d'habitation (code du bâtiment, code de construction, code de sécurité, code du logement...), règlements entente-promoteur, délivrance des permis de construction, mesures de contrôle quant à l'éviction de locataires et au juste montant d'augmentation de loyer, mise en place d'un registre des loyers, etc.

COÛTS DES BIENS ET SERVICES ESSENTIELS

20. **Actions leviers afin d'agir sur le coût des BIENS essentiels (autres que le logement)** Ex. : offre alimentaire saine et abordable (épicerie communautaire, marché ambulant, groupes d'achat, etc.), mesures de soutien à l'abordabilité des **vêtements** (ex. : entraide vestimentaire, OBNL d'économie sociale de type friperie/magasin-partage, système communautaire d'échanges, prêts et dons, etc.), des **effets scolaires** (ex. : don, bon d'achat, magasin solidaire d'effets scolaires, système communautaire d'échanges, prêts et dons, etc.) et des **meubles et équipements** (ex. : magasin-partage, système communautaire d'échanges, prêts et dons, OBNL de valorisation, etc.)
21. **Actions leviers afin d'agir sur le coût des SERVICES essentiels** Ex. : mesures d'abordabilité des **services municipaux** (ex. : tarification sociale du transport collectif, des services et activités de sport, des loisirs et culture en fonction du revenu, activités libres, équipements et jeux en libre-service, coopérative ou service de prêt d'équipement et jeux (ex. : joujouthèque, équipement sportif...), implantation de services de **transport collectif** (transport en commun, taxi-bénévole, covoiturage, taxi-bus, taxi collectif, transport bénévole...), des services courants et **travaux domestiques** (ex. : système communautaire d'échanges d'expertise et de temps de type « accorderie », OBNL d'économie sociale en aide domestique, entreprise d'insertion en travaux légers, coopérative jeunesse de service...), etc.
22. **Plaidoyer, argumentaire sur les mesures structurantes nationales en matière de contrôle des coûts des biens et des services essentiels** Ex. : coût des iniquités en matière de logement, coût de la pauvreté et mesures à fort potentiel d'impact sur la réduction de celle-ci, coût de l'énergie et des médicaments, mesures d'encadrement de la tarification des services publics (services de garde, médicaments, etc.)

INTERVENTIONS SUR LE LOGEMENT ABORDABLE ET DE QUALITÉ SELON LA PYRAMIDE D'IMPACT POPULATIONNEL ET LES OBJECTIFS VISÉS

NIVEAU SOCIOÉCONOMIQUE

23. **Actions leviers à l'échelle des communautés afin d'agir sur le niveau socioéconomique** Ex. : mesures de soutien au développement économique local, de l'emploi local et de l'employabilité (pré-employabilité, insertion en emploi, développement des compétences en milieu de travail...), mesures de soutien à la scolarisation et à la persévérance scolaire, développement social territorial, soutien aux plus vulnérables, lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale, etc.
24. **Plaidoyer, argumentaire sur les mesures structurantes en matière de revenu (revenu de marché, mesures de soutien au revenu)** Ex. : préserver la qualité et l'accessibilité économique de services éducatifs préscolaires et scolaires, la qualité et l'accès à des soins et services publics de santé, rehaussement du salaire minimum, de l'aide de dernier recours, des mesures de soutien au revenu des familles avec enfants, des aînés (pension de retraite et rente), revenu minimum garanti, etc.

INTERVENTIONS AXÉES SUR L'INDIVIDU

25. **Hébergement d'urgence et de transition** Ex. : logement temporaire pour les personnes itinérantes, sans-abris, aux prises avec des problèmes persistants de santé mentale ou de toxicomanie, pour immigrants récents, logement d'urgence pour sinistrés, etc.
26. **Adaptation du domicile** Ex. : adaptation de domicile pour les personnes âgées, handicapées ou présentant des incapacités, optimisation de l'utilisation des programmes visant l'adaptation du domicile, etc.
27. **Soutien communautaire en logement social** Ex. : soutien communautaire et aide à la personne en logement social et abordable, structures de participation au sein d'habitations sociales et communautaires, Intervention psychosociale ou de milieu au sein des habitations communautaires, etc.
28. **Connaissances et pouvoir d'agir des individus** Ex. : droits et responsabilités des locataires et des propriétaires, défense des droits des locataires, accompagnement individuel, assistance directe aux locataires (relogement, gestion de l'insalubrité, etc.), formation sur les ressources et moyens disponibles pour l'entretien de leur immeuble (programmes de soutien financier à la rénovation, utilisation de l'avoir net pour le financement de travaux, etc.) destinée aux propriétaires à revenu faible ou modeste, notamment dans les quartiers *gentrifiés*